



Déclaration liminaire de l'Unsa-Éducation au CSAA du 17 octobre 2024

Monsieur le Recteur,
Mesdames, Messieurs,

Ce premier CSA sera l'occasion, pour l'**Unsa-éducation**, de faire un point sur la rentrée. Celle-ci fût pour le moins très particulière. Les remous, ou plutôt tempêtes politiques de cet été, ont abouti à l'impensable, faire une rentrée scolaire sans avoir de Ministre. Si le remplacement est un problème dans notre Ministère, nous ne pensions pas qu'il puisse l'être au niveau ministériel ! Heureusement, tout est rentré dans l'ordre, un gouvernement a finalement été constitué, en dépit des résultats électoraux, et notre nouvelle ministre a été nommée.

Dans son discours de politique générale, Michel Barnier n'avait convaincu personne en annonçant que l'École resterait une priorité. Les mesures d'économie dans le budget 2025 confirment une relégation de l'École encore plus loin dans la liste des priorités du gouvernement et de ses soutiens à l'Assemblée. **L'Unsa-Éducation** dénonce une fois de plus le sacrifice de l'École publique !

Alors que toutes les études internationales affichent le système éducatif français, comme étant l'un de ceux où les inégalités scolaires se creusent et sont particulièrement marquées socialement, le projet de budget 2025 envisage des retraites d'emplois d'une ampleur dévastatrice.

Pour **l'Unsa-Éducation**, le gouvernement doit cesser de faire croire que l'on peut faire mieux avec moins.

L'Unsa-Éducation dénonce tout autant l'argument gouvernemental selon lequel, avec la baisse démographique même après les suppressions de postes, le taux d'encadrement des élèves progressera. Cette approche comptable méprise ce que vivent chaque jour, les millions d'élèves, leurs parents et les personnels de l'Éducation nationale.

Faire de l'École une priorité aurait été, au contraire, de ne supprimer aucun poste. C'était l'occasion d'améliorer le système scolaire français en faisant un investissement soutenable par la nation.

Malheureusement, rien n'a changé quant aux choix politiques annoncés à grand renfort des marronniers anti- fonctionnaires : ils sont trop nombreux, trop absents, ne font pas les trente-cinq heures, coutent trop chers, sont la première cause du déficit public...

A **l'Unsa-Education**, nous avons une autre vision des fonctionnaires dans l'Éducation nationale. Ils sont professionnels, dévoués, moins bien payés que leurs homologues européens et ils travaillent bien plus que leurs trente-cinq heures pour combler le déficit de personnels, la mauvaise dotation de matériel, notamment informatique et souvent la mise en place de trop nombreuses réformes, plans d'action et autres priorités, dont on attend, d'ailleurs, toujours le bilan.

Ils ne sont pas une charge mais un investissement nécessaire aux services publics et parmi eux, celui qui nous concerne le plus et qui forme les futures générations de travailleurs et surtout de citoyens, que nous espérons éclairés et dotés de tous les savoirs, qui leur permettront, à leur tour, de construire la société de demain.

A **l'Unsa-Education** nous mettons un point d'honneur à être force de proposition. La France connaît un grave déficit, tout le monde doit faire des efforts, y compris l'Education nationale, nous le comprenons. Nous avons trois propositions qui feraient économiser de belles sommes.

- La première, abandonner le choc des savoirs et la classe de prépa seconde, qui selon une estimation pourraient économiser 9 000 ETP.
- La seconde, abandonner le SNU, qui n'a jamais atteint ses objectifs et qui a coûté 160 millions.
- Enfin la dernière est d'arrêter de financer l'enseignement privé, qui favorise l'entre-soi et renonce à la promesse de mixité sociale de notre Ecole publique.

88% de vos personnels ne sont plus en accord avec les politiques d'éducation, voilà ce que révèle le dernier baromètre des métiers, qui, lui, bat des records de popularité avec 50 000 répondants. Nous ne reviendrons pas sur les chiffres que nous vous avons présentés lors de la déclaration en formation spécialisée, mais les résultats ne sont pas bons et ils ne s'améliorent pas.

Si **l'Unsa-Éducation** était en charge du Ministère de l'Éducation nationale, une réforme serait mise en place très rapidement.

Son but améliorer le pouvoir d'achat des personnels, qui,

- Pour un agent de l'Education sur 5 renonce à des dépenses alimentaires,
- Qui pour plus de la moitié sont contraints à renoncer aux dépenses de loisirs et aux vacances,
- Qui pour plus d'un sur quatre renonce à des soins de santé.

L'autre but de cette réforme serait d'améliorer les conditions de travail qui se dégradent d'année en année. Jamais l'École n'a connu une telle violence, de telles tensions et de telles peurs. 198 signalements RSST depuis la rentrée pour des problèmes humains, dont cent faits élèves, montrent à quel point les collègues vont mal et sont malmenés.

Enfin cette réforme viserait à écouter les collègues, à laisser la place au dialogue et à leurs propositions. Et pour cela, on pourrait améliorer le dialogue social. Nos visions ne sont pas toujours les mêmes et c'est bien pour cela que nous avons un travail commun à faire ensemble.

Une écoute polie, pas toujours attentive, de l'expression des corps intermédiaires ne suffit pas. Le dialogue social c'est la prise en compte de l'avis des corps intermédiaires, élus des personnels.

La qualité du dialogue social, en ce qu'il peut produire une amélioration des conditions de rémunération et de travail des personnels, est un enjeu majeur pour le fonctionnement de notre système. Espérons qu'aujourd'hui, lors de ce CSA-A, le dialogue social pourra être productif.